



## Règlement financier du lycée français Charles Lepierre Mis en application à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2020

L'inscription et le maintien d'un élève au lycée français de Lisbonne sont subordonnés à l'acceptation sans réserves de ce présent règlement financier.

Textes réglementaires :

- code de l'Education, articles D452-1 à D452-21 relatifs au fonctionnement de l'AEFE ;
- décret n°2012-246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- circulaire AEFÉ n°1088 du 16 mars 2015 relative au recouvrement des frais de scolarité ; - règlement intérieur en vigueur du lycée français Charles Lepierre

### **LES DROITS DE PREMIÈRE INSCRIPTION ET DE SCOLARITÉ**

#### **Droits de première inscription :**

Tout nouvel élève doit acquitter un droit de première inscription, **qui ne peut être remboursé**, sauf cas de force majeure qui devra être exposée avec présentation de justificatifs. La demande de remboursement doit être adressée par écrit au proviseur de l'établissement.

La demande d'inscription ne devient effective qu'au moment de ce règlement.

Pour les nouveaux élèves, le paiement des droits de première inscription doit être effectué lors de l'admission. Cependant, les élèves demandeurs de bourse seront exemptés du paiement de ces frais jusqu'à notification de la quotité attribuée par la commission nationale des bourses. Ils devront tout de même justifier leur demande avec une preuve du dépôt de demande de bourse, émanant du Consulat de France de Lisbonne. Le paiement des dits frais est alors effectué à posteriori, le cas échéant.

Lorsqu'un élève quitte le lycée, il ne peut être réinscrit après un délai d'un an révolu qu'à condition d'acquitter à nouveau ce droit.

#### **Droits de scolarité :**

La scolarité au sein du lycée français de Lisbonne est payante. L'inscription scolaire et la ratification du règlement financier par le/les parents valent engagement de leur part et de manière indistincte du règlement des factures dès leur réception et leur reconnaissance automatique comme une créance à leur encontre. Des exonérations (précisées dans la décision annuelle relative aux tarifs) sont possibles pour certains personnels de l'établissement.

Le montant des frais de scolarité est fixé chaque année par le conseil d'administration de l'AEFE après présentation au conseil d'établissement. Cette décision fait l'objet d'une publication par voie d'affichage.

Ces droits sont forfaitaires et annuels (année scolaire). Ils sont payables par trimestre à réception de la facture :

- trimestre 1 : mois de septembre à décembre
- trimestre 2 : mois de janvier à mars
- trimestre 3 : mois d'avril à juin

Dans le cas d'une demande d'arrivée tardive de la famille, après la rentrée scolaire de septembre, la famille s'acquitte des droits de scolarité de l'ensemble du premier trimestre.

Tout trimestre commencé est dû dans son entier. En cas de force majeure, une remise peut être accordée pour le trimestre non terminé, sur demande écrite et motivée, adressée avant la fin du terme à monsieur le proviseur.

### **Rabais spéciaux et remises :**

Si plusieurs frères et sœurs fréquentent l'établissement, des rabais sont consentis :

- 10% sur les frais de scolarité du deuxième enfant
- 20% sur les frais de scolarité du troisième enfant
- 30% sur les frais de scolarité des enfants suivants

Le plein tarif s'applique à l'aîné. Ces rabais ne s'appliquent qu'aux seuls droits de scolarité et non aux tarifs de demi-pension et autres frais.

### **AUTRES DROITS ANNUELS OBLIGATOIRES**

Ces droits sont fixés chaque année par décision du chef d'établissement et sont à payer dans le cadre de la facture du 1<sup>er</sup> trimestre

- Les frais du **service de santé scolaire et d'assurance**, facturés à chaque élève de la petite section à la terminale ;
- Les frais de **manuels scolaires** et de supports pédagogiques de classe sont facturés à chaque élève des classes élémentaires (du CP au CM2).

### **FRAIS DE DEMI PENSION**

#### **Demi-pension**

La demi-pension est un service facultatif proposé aux familles.

L'inscription à la demi-pension engage l'élève pour la durée de l'année scolaire.

La demi-pension est proposée aux élèves du primaire (maternelle et élémentaire) 4 jours par semaine : lundi, mardi, jeudi et vendredi. Pour le primaire, seule la formule 4 jours est proposée.

Les élèves du secondaire (collège et lycée) peuvent choisir un forfait de 3, 4 ou 5 jours du lundi au vendredi.

Pour ces derniers, le choix du forfait vaut pour l'année scolaire ; le choix des jours est fait en début d'année scolaire et peut être modifié au cours du mois de septembre. Il ne pourra plus être modifié après l'entrée en vigueur des emplois du temps définitifs.

Toute décision de ne plus fréquenter la demi-pension le trimestre suivant doit faire l'objet d'une demande écrite et motivée adressée à monsieur le proviseur, au plus tard dans la quinzaine du terme qui précède (soit du 15 au 31 décembre et du 15 au 31 mars).

La tarification est forfaitaire. Par conséquent, le fait de ne pas prendre son repas au lycée (absence ponctuelle, sortie scolaire...) ne donnera lieu à aucun remboursement de la part du lycée, sauf en cas de voyage scolaire de plusieurs jours ou en cas de maladie de 15 jours consécutifs hors vacances scolaires, sur demande écrite adressée au service intendance accompagnée d'un certificat médical.

La remise d'ordre est calculée sur la base du forfait souscrit par l'élève selon la formule suivante :

$$\frac{\text{Montant mensuel} \times \text{nombre de jours d'absences}}{\text{Nombre de jours du mois}}$$

## **DROITS D'EXAMEN**

### **Droits d'examen**

Ces droits sont fixés chaque année par décision du directeur de l'AEFE et sont à payer dans le cadre de la facture du 2<sup>ème</sup> trimestre.

L'inscription aux examens du brevet des collèges et du baccalauréat est payante et ne peut être remboursée aux familles dès lors que l'inscription aux examens a été effectuée.

## **DROITS DE VOYAGES ET SORTIES SCOLAIRES FACULTATIFS**

Le coût des voyages et sorties scolaires facultatifs est facturé aux familles inscrites sur la base d'une délibération du conseil d'établissement. La signature de la lettre d'engagement des familles vaut engagement à régler ces frais lesquels sont non remboursables, sauf – sur demande écrite des familles- pour raison médicale justifiée par un certificat médical et dans la limite de l'équilibre budgétaire du voyage.

## **CERTIFICATIONS EN LANGUES**

Sur décision du chef d'établissement et publication des tarifs, il peut être facturé aux familles le coût d'inscription aux différentes certifications en langue.

## **SERVICES ANNEXES ET AUTRES TARIFS**

Les services annexes (garderie du primaire, études surveillées de l'élémentaire et du collège) sont accessibles aux familles par inscription volontaire en fonction des places disponibles.

Ces services sont facultatifs et payants, leurs règlements spécifiques sont transmis aux familles en début d'année. Le non-respect de ces règlements et/ou l'absence de paiement peut entraîner la radiation des élèves inscrits.

Les tarifs sont déterminés par une décision annuelle du chef d'établissement.

## **LA CAISSE DE SOLIDARITÉ**

Les familles peuvent contribuer volontairement à la caisse de solidarité du lycée, la contribution facultative est inscrite sur la facture du 1<sup>er</sup> terme de l'ainé de la fratrie.

Sur présentation d'un dossier complété par les familles, des aides ponctuelles peuvent être attribuées sur critères sociaux de revenu, de patrimoine mobilier et immobilier aux familles qui rencontrent des difficultés passagères pour régler les frais de scolarité de leurs enfants, élèves au Lycée Charles Lepierre. Les aides accordées ne présentent qu'un caractère ponctuel ; elles n'ont donc pas vocation à être renouvelées sur une même année.

Les aides qui sont accordées au titre de la caisse de solidarité dans la limite des crédits disponibles concernent :

- les frais à la charge des familles au titre de la scolarité, de la demi-pension, service de santé et assurances, des droits d'examens ;
- les participations aux voyages scolaires ;
- les aides diverses en lien direct avec la scolarité ou le projet scolaire de l'élève : manuels scolaires, vêtements, équipement scolaire (...)

Conformément aux directives de l'AEFE, aucune aide ne pourra être apportée par la caisse de solidarité aux familles bénéficiaires d'une bourse de l'État français pour combler le différentiel entre le montant des frais facturés et la quotité de bourse attribuée.

Néanmoins, les frais qui ne sont pas pris en charge par les bourses de l'AEFE tels que les frais de garderie, d'études surveillées et de voyages scolaires peuvent être éligibles à une demande d'aide de caisse de

solidarité. Le taux des bourses octroyées pour les frais de scolarité, demi-pension et autres frais obligatoires le cas échéant, est appliqué à minima aux frais sollicités.

## **LES BOURSES SCOLAIRES**

Une aide à la scolarisation peut être apportée, sous conditions de ressources, aux élèves de nationalité française. Tout renseignement utile peut être obtenu auprès de la section consulaire de l'Ambassade de France.

## **MODALITÉS DE PAIEMENT**

### **Exigibilité**

Les parents sont solidairement responsables du paiement des droits dus à l'établissement (sauf décision contraire de justice).

Les familles sont personnellement redevables des frais de scolarité et des droits annexes.

Les modalités contractuelles existant entre les familles et leurs employeurs ne sont pas opposables au lycée français de Lisbonne. La signature par les entreprises et les familles d'un éventuel certificat de prise en charge ne constitue en rien une cession de créance mais une simple facilité en vue de la prise en charge par l'entreprise de tout ou partie des frais (le nom du responsable légal demeurant sur la facture). Ainsi, les familles doivent s'assurer du paiement effectif des factures par leur employeur. La prise en charge des droits annuels par une entreprise ne dispense pas les responsables légaux des élèves de ces droits si ceux-ci ne sont pas réglés par l'entreprise dans les délais impartis.

### **Modes de règlement**

Le virement bancaire sur le compte Trésorerie Générale pour l'Étranger est à privilégier. Le paiement s'effectue au début de chaque trimestre, dès réception de la facture :

- En espèces à la caisse du lycée, sous conditions\*
- Par chèque ou virement à l'ordre du lycée Charles Lepierre  
**Trésorerie Générale pour l'étranger**  
RIB : 10071 44900 00001020250 17 TPNANTES TGE ETRANGER  
IBAN : FR76 1007 1449 0000 0010 2025 017 ; SWIFT/BIC : TRPUFRP1
- Par chèque ou virement à l'ordre du lycée Charles Lepierre  
**Novo Banco**  
NIB : 0007.0054.00030320002.87  
IBAN : PT50 0007 0054 0003 0320 0028 7 ; SWIFT/BIC : BESCPTPL

Les virements devront impérativement reprendre la référence indiquée sur la facture ; tout virement doit être obligatoirement signalé au service des frais de scolarité par téléphone, fax ou courriel.

Un échéancier de paiement peut être accordé aux familles sur demande écrite adressée à la directrice des services administratifs et financiers

Les familles recevant des chèques enseignement de leur employeur doivent impérativement le signaler à l'intendance lors de l'inscription ou de la réinscription de l'élève.

*\*Cas particulier du paiement en espèces :*

*La loi portugaise n°92/2017 du 23 août 2017 précise que les familles ne peuvent pas verser plus de 3.000 € en espèces (ou équivalent en devise étrangère) par année pour une prestation de service. La scolarisation d'un ou de plusieurs enfants d'une même famille est considérée comme une prestation de service.*

*Les services d'intendance veilleront au respect de ce plafond maximum fixé par la loi.*

## **PROCÉDURES DE RECOUVREMENT**

Si la famille ne s'est pas acquittée des sommes dues dans un délai de 15 jours après réception de l'avis à payer, un premier rappel par courrier électronique qui fixe l'échéance sera effectué.

A défaut de paiement à la date d'échéance précisée par le premier rappel, un second rappel est envoyé dans les mêmes conditions.

Une ultime relance intitulée « avis avant poursuite » est expédiée en lettre recommandée avec accusé de réception.

Si le défaut de règlement persiste à la fin du trimestre, l'élève, après avis à la famille, peut se voir radié des effectifs de l'établissement. Si la régularisation n'est pas effective à la fin de l'année scolaire, le chef d'établissement ne procède pas à la réinscription de l'élève et de ses frères et sœurs le cas échéant.

En cas de non-paiement, la famille peut également faire l'objet de poursuites contentieuses et judiciaires.

## **MODALITÉS DE PUBLICITÉ**

Le présent règlement financier est publié sur le site internet du lycée et affiché.

## **VOIES DE RECOURS**

La présente décision peut être attaquée devant la juridiction administrative compétente (tribunal administratif de Paris) par la voie d'un recours pour excès de pouvoir pendant un délai de quatre mois à compter de sa date d'affichage.

A Lisbonne, le 6 janvier 2020

La proviseure,

Isabelle Negrel

## Regulamento financeiro do liceu francês Charles Lepierre Aplicável a partir de 1 de Setembro de 2020

A 1ª matrícula e a renovação da mesma no liceu francês de Lisboa estão sujeitas à aceitação sem reserva do presente regulamento financeiro.

Textos regulamentares franceses :

- «code de l'Éducation, articles D452-1 à D452-21» relacionados com o funcionamento da AEFÉ ;
- «décret n°2012-246» de 7 de novembro de 2012 relativo à gestão orçamental e contabilística pública ;
- «circulaire AEFÉ n°1088» de 16 de março de 2015 relativo à cobrança das propinas ; - Regulamento interno em vigor do liceu francês Charles Lepierre

### DIREITOS DE PRIMEIRA MATRÍCULA E PROPINAS

#### Direitos de primeira inscrição :

Todos os novos alunos devem pagar um direito de matrícula no ato da primeira inscrição, **valor esse que nunca pode ser devolvido**, salvo caso de força maior que deverá ser devidamente fundamentado mediante apresentação de documentos justificativos. O pedido de reembolso deve ser dirigido por escrito ao diretor («*proviseur*») do estabelecimento.

O processo de inscrição só se torna efetivo após liquidação da respetiva taxa.

No entanto, os candidatos que tiverem apresentado um pedido de bolsa serão isentos do pagamento desses valores até à notificação da quota-parte atribuída pela comissão nacional das bolsas. Contudo, terão que justificar o pedido de bolsa com um comprovativo emitido pelo Consulado de França em Lisboa. Esse valor é então pago a posteriori, se for caso disso.

Quando um aluno deixa o liceu, só se pode reinscrever, após um período de um ano, na condição de voltar a pagar esse direito.

#### Propinas :

A frequência do liceu francês de Lisboa implica o pagamento de uma propina anual. A formalização da matrícula e a aceitação do regulamento financeiro comprometem, indistintamente, o responsável pelo pagamento das propinas a regularizar as mesmas imediatamente após a receção da fatura e a assumir a dívida perante o liceu. Alguns funcionários do estabelecimento têm direito a isenções (especificadas na decisão anual relativa à tabela de preços).

O valor das propinas é fixado ano a ano pelo conselho de administração da AEFÉ após apresentação ao conselho pedagógico do liceu. Esta decisão é publicada por afixação.

As propinas são fixas e anuais (ano letivo). O pagamento é trimestral e efetuado após a receção da fatura :

- 1º trimestre : de setembro a dezembro

- 2º trimestre : de janeiro a março
- 3º trimestre : de abril a junho

---

LYCÉE FRANÇAIS CHARLES LEPIERRE  
Avenida Duarte Pacheco Nº 32, 1070-112 Lisboa Portugal  
Tel.: +351 213 824 400 . Fax : +351 213 871 218 . [contact@lfcl.pt](mailto:contact@lfcl.pt) www.lfcl-lisbonne.eu

No caso de um pedido de entrada após o início do ano letivo, a família terá de pagar a totalidade da propina referente ao primeiro trimestre.

Qualquer trimestre iniciado é pago na totalidade. Em caso de força maior, a direção pode determinar que parte das propinas seja anulada por desistência durante o trimestre, mediante um pedido escrito e fundamentado dirigido ao «*proviseur*» antes do final do período.

### **Descontos familiares :**

As famílias com 2 ou mais filhos matriculados no estabelecimento beneficiam dos seguintes descontos :

- 10% sobre o valor da propina para o 2º filho
- 20% sobre o valor da propina para o 3º filho
- 30% sobre o valor da propina para cada um dos restantes filhos

O valor total aplica-se ao filho mais velho. A percentagem de desconto incide unicamente sobre o valor da propina, não se aplica à cantina nem aos custos associados.

### **OUTROS DIREITOS ANUAIS OBRIGATÓRIOS**

Esses valores são fixados ano a ano pelo responsável pelo estabelecimento e devem ser pagos no âmbito da fatura do 1º trimestre

- Os valores do **serviço de saúde escolar e seguro** são faturados a todos os alunos da «*petite section*» à «*terminale*» ;
- Os valores dos **manuais escolares** e dos materiais pedagógicos para a sala de aula são faturados a todos os alunos da escola primária (do «*CP*» ao «*CM2*»).

### **CANTINA**

O serviço da cantina é um serviço opcional que é proposto às famílias.

A inscrição na cantina escolar compromete o aluno a frequentá-la durante a vigência do ano letivo.

O serviço da cantina é proposto aos alunos do jardim de infância e da escola primária apenas 4 dias por semana :  
segunda-feira, terça-feira, quinta-feira e sexta-feira.

Os alunos do ensino básico 3º ciclo («*collège*») podem escolher entre um pacote de 3, 4 ou 5 dias, de segunda a sexta-feira.

A partir do início do ano letivo 2018-2019, os alunos do ensino secundário («*lycée – Seconde, Première e Terminale*») já não poderão almoçar na cantina escolar, exceto:

- Os alunos que recebem uma bolsa do Estado francês ;
- Os alunos cujas famílias fizeram um pedido motivado junto do *proviseur*, por escrito, antes do início do ano letivo ou antes do final de cada período

Para os alunos do ensino básico 3º ciclo e os alunos do ensino secundário com autorização para frequentar a cantina escolar, a escolha do pacote é válida para o ano letivo; a escolha dos dias é feita no início do ano letivo

e pode ser alterada durante o mês de Setembro. Não se pode alterar mais após a entrada em vigor dos horários definitivos.

Qualquer decisão de não frequentar mais a cantina no período seguinte deve ser comunicada por escrito, numa carta devidamente fundamentada e dirigida ao *proviseur*, o mais tardar dentro dos últimos 15 dias do período que está a decorrer (ou seja, de 15 a 31 de Dezembro e de 15 a 31 de Março).

O preço é fixo. Por conseguinte, o facto de não almoçar na cantina (ausência imprevista, saída pedagógica...) não dará origem a qualquer reembolso, excepto em caso de viagem escolar de vários dias ou em caso de doença prolongada de 15 dias consecutivos, fora das férias escolares e comprovada através dum atestado médico, e mediante solicitação por escrito dirigida aos serviços de tesouraria («*intendance*»).

O desconto é calculado com base no pacote subscrito pelo aluno de acordo com a seguinte fórmula :

$$\frac{\text{Mensalidade} \times \text{número de dias de ausência}}{\text{Número de dias do mês}}$$

### **TAXAS DE EXAMES**

O valor das taxas são fixados ano a ano pelo diretor da AEFÉ e devem ser pagos no âmbito da fatura do 2º trimestre.

A inscrição aos exames do «*brevet des collèges*» e do «*baccalauréat*» é paga e não dá lugar a qualquer reembolso quando a inscrição se tornou efetiva.

### **TAXAS FACULTATIVAS DAS VIAGENS E SAÍDAS PEDAGÓGICAS**

As viagens e as saídas pedagógicas são facultativas e o seu valor é faturado às famílias inscritas em função do valor base determinado pelo conselho pedagógico do liceu. A assinatura da carta de autorização é equivalente a um compromisso assumido de pagamento desses valores, os quais são não reembolsáveis, exceto - mediante pedido escrito das famílias – por motivos de saúde justificado com um atestado médico e dentro do limite do equilíbrio orçamental da viagem.

### **CERTIFICAÇÕES**

Após decisão do responsável pelo estabelecimento e a publicação da tabela de preços, poderá ser cobrado às famílias o valor da inscrição nas certificações em línguas.

### **SERVIÇOS AUXILIARES E OUTRAS TAXAS**

Os serviços auxiliares (prolongamentos do jardim de infância e da escola primária, estudos acompanhados da escola primária e do secundário «*collège*») são propostos às famílias mediante inscrição e em função do número de vagas.

Esses serviços são facultativos e pagos, os seus regulamentos específicos são entregues às famílias no início do ano letivo.

O incumprimento das regras constantes desses regulamentos e/ou a falta de pagamento podem dar origem à anulação da inscrição do aluno.

As taxas são determinadas por uma decisão anual do responsável pelo estabelecimento.

### **FUNDO DE SOLIDARIEDADE**

As famílias podem contribuir voluntariamente para o fundo de solidariedade do liceu. Este valor facultativo será faturado ao filho mais velho no âmbito da fatura do 1º período.



Mediante entrega dum dossier preenchido pelas famílias, o fundo de solidariedade permite atribuir ajudas financeiras pontuais, com base em critérios sociais de rendimentos e de bens móveis & imóveis, às famílias que enfrentam dificuldades temporárias para pagar as propinas e/ou as viagens escolares dos seus filhos, alunos no Liceu Francês Charles Lepierre. As ajudas concedidas são pontuais ; por isso, não são, em princípio renovadas num mesmo ano letivo.

As ajudas concedidas no âmbito do fundo de solidariedade, em função dos créditos disponíveis, abrangem : - os custos suportados pelas famílias : propinas, cantina, serviço de saúde e seguro, taxas de exames ; - as taxas das viagens escolares ;  
- as várias ajudas diretamente relacionadas com a escolaridade ou o projeto educativo do aluno : manuais escolares, roupas, equipamento escolar (...)

De acordo com as diretivas da AEFÉ, as famílias que recebem uma bolsa do Estado francês não poderão beneficiar da ajuda do fundo de solidariedade para colmatar a diferença entre os valores faturados e a quota-parte da bolsa atribuída.

No entanto, os valores que não são cobertos pelas bolsas da AEFÉ, como os dos prolongamentos, estudos acompanhados e viagens escolares podem ser elegíveis para a ajuda financeira pelo fundo de solidariedade. A percentagem da bolsa concedida para as propinas, cantina e outras taxas obrigatórias é então aplicado aos valores solicitados.

## AS BOLSAS ESCOLARES

Um apoio à escolaridade pode ser atribuído aos alunos de nacionalidade francesa, em função dos recursos das famílias. Qualquer informação útil pode ser obtida junto da secção consular da Embaixada de França.

## MODALIDADES DE PAGAMENTO

### Exigibilidade

Os pais são legalmente reponsáveis do pagamento dos valores devidos ao liceu (salvo decisão em contrário de justiça).

As famílias devem pagar a totalidade das propinas e e outros valores dos serviços propostos.

Os acordos contratuais entre as famílias e os seus empregadores não são oponíveis ao liceu francês de Lisboa. A assinatura dum acordo tácito entre eles não constitui de forma alguma uma anulação de dívida. Trata-se duma facilidade, uma vez que a empresa assume o pagamento da totalidade ou de parte dos valores faturados (o nome do responsável legal consta da fatura). Assim sendo, as famílias devem certificar-se que as faturas foram realmente pagas pelo empregador. O pagamento das faturas pela empresa não isenta os responsáveis legais do seu pagamento se este não for efetuado dentro do prazo definido.

### Formas de pagamento

Privilegia-se o pagamento por transferência bancária para a conta «*Trésorerie Générale pour l'Étranger*». O pagamento deve ser feito no início de cada período, após a recepção da factura :

- Em numerário na tesouraria do liceu, sob condições específicas\*
- Por cheque ou transferência bancária à ordem do «*Lycée Charles Lepierre*»  
**Trésorerie Générale pour l'étranger**  
RIB : 10071 44900 00001020250 17 TPNANTES TGE ETRANGER  
IBAN : FR76 1007 1449 0000 0010 2025 017 ; SWIFT/BIC : TRPUFRP1
- Por cheque ou transferência bancária à ordem do «*Lycée Charles Lepierre*»  
**Novo Banco**  
NIB : 0007.0054.00030320002.87  
IBAN : PT50 0007 0054 0003 0320 0028 7 ; SWIFT/BIC : BESCPTPL

As transferências devem impreterivelmente indicar a referência que vem na factura; qualquer transferência deve ser obrigatoriamente assinalada nos serviços de tesouraria por telefone, fax ou e-mail.

Um pagamento mensal pode ser concedido às famílias mediante pedido por escrito dirigido à diretora dos serviços administrativos et financeiros.

As famílias que recebem cheques ou tickets infância/ensino dos seus empregadores devem impreterivelmente comunicá-lo aos serviços de tesouraria (intendance) no ato da 1ª matrícula ou da renovação de matrícula do(s) seu(s) educando(s).

*\*Caso particular do pagamento em numerário :*

*A lei portuguesa n.º92/2017 de 23 de Agosto de 2017 estipula que as famílias não podem pagar em numerário montantes iguais ou superiores a 3.000 € (ou o seu equivalente em moeda estrangeira) por ano letivo para uma prestação de serviço.*

*A escolaridade dum(a) criança ou de várias crianças dum(a) família é associada à uma prestação de serviços. Os serviços de tesouraria irão assegurar o cumprimento deste limite máximo fixado por lei.*

### **PROCEDIMENTOS DE COBRANÇA**

Se a família não procedeu ao pagamento dos valores devidos num prazo de 15 dias após a recepção da fatura, será enviado um primeiro aviso por correio eletrónico com novo prazo definido.

Não havendo pagamento no prazo indicado no primeiro aviso, é enviado um segundo aviso nas mesmas condições acima especificadas.

Um último aviso é emitido e enviado por carta registada com aviso de receção.

Passado este último prazo sem que os valores devidos tenham sido pagos até ao final do trimestre, o aluno, após notificação à família, pode ser excluído das listas do liceu. Se os valores em aberto não forem regularizados no final do ano letivo, o diretor reserva-se o direito de recusar a renovação de matrícula do aluno e dos irmãos, se for caso disso.

Em caso de não pagamento, poder-se-á recorrer à via judicial.

### **REGRAS DE PUBLICIDADE**

O presente regulamento financeiro é publicado no site internet do liceu e afixado.

### **RECURSOS**

Esta decisão pode ser impugnada perante o tribunal administrativo competente (tribunal administrativo de Paris) através de uma acção por abuso de autoridade num período de quatro meses a contar da data da publicação.

Lisboa, 06 de Janeiro de 2020

A Directora,

Isabelle Negrel